

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.947/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 8 avril 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant les articles 259*bis*-9 et 259*bis*-10 du Code judiciaire et insérant les articles 187*bis*, 187*ter*, 191*bis*, 191*ter*, 194*bis* et 194*ter* dans le Code judiciaire, a donné le 3 mai 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. Les articles 4, 8 et 9 de l'avant-projet tendent à rétablir les dispositions légales annulées par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 14/2003 du 28 janvier 2003 ⁽¹⁾, dont les considérants essentiels sont les suivants :

"B.9. La différence de traitement entre, d'une part, les avocats dispensés de l'examen d'aptitude professionnelle et, d'autre part, les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle et les stagiaires judiciaires repose sur un critère objectif, à savoir le nombre d'années durant lesquelles les avocats concernés ont acquis une expérience au barreau, complétée ou non par une expérience dans une fonction dont l'exercice nécessite une bonne connaissance du droit.

B.10.1. La catégorie des personnes dispensées de l'examen d'aptitude professionnelle que visent les dispositions attaquées ne pourra poser sa candidature qu'à une fonction de magistrat du siège. Aux termes de l'article 191*bis*, attaqué, du Code judiciaire, la dispense de l'examen d'aptitude professionnelle peut être obtenue en vue d'une nomination visée à l'article 190, lequel concerne exclusivement les nominations de juges ou de juges de complément au tribunal de première instance, au tribunal du travail ou au tribunal de commerce.

B.10.2. Il ressort des travaux préparatoires et de la discussion, à l'audience de la Cour, du rapport annuel 2001 du Conseil supérieur de la justice qu'il existe, parmi les membres de la magistrature, les lauréats de l'examen et les stagiaires judiciaires, suffisamment de candidats aux fonctions de magistrat du siège.

⁽¹⁾ Deux modifications y sont toutefois apportées. D'abord, il ne serait plus requis que l'exercice durant vingt ans au moins de la profession d'avocat à titre d'activité professionnelle principale soit ininterrompu et précède directement la nomination. Ensuite, le 3° en projet à l'article 9 fait référence à "l'autorisation visée aux articles 187*bis*, 191*bis* et 194*bis*", alors que les articles 187*bis*, en projet à l'article 2, et 194*bis*, en projet à l'article 6, ne mentionnent pas cette autorisation mais renvoient aux "conditions prévues à l'article 191*bis*, §§ 2 et 3", de sorte qu'elle est en fait visée, comme l'indiquait du reste le texte annulé, dans le dernier alinéa du second paragraphe de l'article 191*bis* en projet à l'article 4.

Les dispositions attaquées ne peuvent donc se justifier par la nécessité de pourvoir à des fonctions qui risqueraient de rester vacantes.

B.10.3. Le législateur peut toutefois considérer que les personnes ayant une longue expérience de la pratique du barreau doivent être encouragées à poser leur candidature à une fonction dans la magistrature. Lors de l'adoption de la loi du 18 juillet 1991, qui a modifié les règles relatives à la nomination des magistrats, il apparaissait déjà que le Gouvernement avait, à l'époque, manifesté «son plus grand intérêt à l'accès aux fonctions de magistrats, des avocats et autres juristes ayant une réelle expérience professionnelle» et qu'il s'était rallié à l'opinion selon laquelle une longue expérience, notamment au barreau, peut «faire présumer de grandes qualités professionnelles, celles-ci étant d'ailleurs vérifiées par un examen tandis que les qualités humaines du candidat seront logiquement connues du comité chargé de donner un avis au ministre avant la nomination» (Doc. parl., Sénat, 1989-1990, n° 974-1, p. 10). Il fut encore précisé, au cours des travaux préparatoires de la loi du 18 juillet 1991, que le ministre «aurait préféré exiger d'abord un stage au barreau, qui aurait été suivi de l'examen et, enfin, du stage judiciaire» mais qu'il a renoncé à cette solution qui «s'est heurtée à des objections d'ordre social» (Doc. parl., Sénat, 1989-1990, n° 974-2, p. 31).

B.10.4. Les modifications apportées à la loi du 18 juillet 1991 ont néanmoins eu pour effet que, depuis la loi du 22 décembre 1998, aucune pratique du barreau n'est exigée des candidats au concours d'admission au stage judiciaire, de telle sorte que de nombreux stagiaires pourront être nommés magistrats après avoir accompli un stage dans diverses institutions publiques ou privées, mais sans avoir aucune expérience du barreau.

B.11. Il est vrai que les magistrats ayant été nommés dans leur fonction après avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle auront eu une expérience du barreau. Toutefois, ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires cités en B.6, il apparaît que les avocats ayant pratiqué le barreau pendant au moins vingt ans ne se soumettent pas volontiers à un tel examen et renoncent ainsi à entrer dans la magistrature.

B.12. En dispensant cette catégorie de personnes de l'examen d'aptitude professionnelle, le législateur est resté fidèle à la conception souvent réaffirmée et partagée par de nombreux États selon laquelle la pratique du barreau permet d'acquérir les qualités psychologiques, humaines et juridiques que doivent posséder les juges.

B.13. Il s'ensuit que les moyens ne sont pas fondés en ce qu'ils critiquent, dans son principe, la troisième voie d'accès à la magistrature ouverte par les dispositions attaquées.

B.14. Il reste toutefois à examiner si la manière dont ce recrutement est organisé peut avoir les conséquences discriminatoires qui sont dénoncées par les parties requérantes.

B.15. En ne prévoyant qu'une simple condition d'ancienneté dans une pratique professionnelle et en ne fixant pas dans quelle proportion la nouvelle catégorie de candidats peut accéder à la magistrature, le législateur est allé au-delà de ce qu'exigeait son souci de permettre que des avocats expérimentés puissent accéder à la magistrature.

B.16. Il est vrai que chaque candidature fait l'objet des avis prévus à l'article 259^{ter} du Code judiciaire et que chaque candidat aura dû préalablement se soumettre à l'examen oral d'évaluation au terme duquel lui est délivrée l'autorisation de se porter candidat prévue par l'article 191^{bis} du Code judiciaire. Il est vrai également que la commission de nomination et de désignation réunie du Conseil supérieur de la justice est chargée d'établir les programmes de l'examen oral d'évaluation, sa mission étant sur ce point identique à celle qui lui est confiée pour établir les programmes de l'examen d'aptitude professionnelle et du concours d'admission au stage judiciaire (article 259^{bis}-9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire).

B.17. Toutefois, depuis la loi du 18 juillet 1991, le législateur a opté pour un mode de recrutement dans la magistrature qui suppose que les candidats se soumettent à un concours ou à un examen qui permette d'évaluer de manière objective s'ils possèdent la maturité et la capacité nécessaires à l'exercice de la fonction de magistrat (article 259^{bis}-9, § 1^{er}, alinéa 2, du Code judiciaire). Les motifs exprimés en B.10.3 peuvent l'amener à déroger à ces exigences pour permettre que des avocats expérimentés accèdent à la magistrature dès lors que leur longue expérience professionnelle révèle des qualités telles qu'il peut être justifié de les dispenser de l'examen d'aptitude professionnelle. Mais cette troisième voie d'accès ne peut être ouverte que dans une très faible proportion, et seulement aux conditions rappelées en B.16, sous peine de méconnaître les objectifs que le législateur s'est fixés et de tromper les attentes légitimes de ceux qui se soumettent aux épreuves du concours ou de l'examen.

B.18. Dans cette mesure, les premier et deuxième moyens dans l'affaire n° 2312 et le premier moyen dans l'affaire n° 2325 sont fondés.

B.19. Il n'y a pas lieu d'examiner le troisième moyen dans l'affaire n° 2312."

2. Ce troisième moyen était "pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, considérés tant isolément qu'en combinaison avec l'article 151, § 4, de celle-ci, en ce qu'une différence de traitement est créée entre les avocats et ceux qui exercent d'autres professions ou fonctions juridiques, parce que ces dernières fonctions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des instances judiciaires en général et du pouvoir judiciaire en particulier, qui sont énumérées à d'autres endroits du Code judiciaire, ne peuvent entrer en ligne de compte pour le régime critiqué. On ne peut comprendre pourquoi une expérience équivalente de vingt ans dans ces autres fonctions ne devrait pas

.../...

ou ne pourrait pas tout aussi bien donner lieu à la dispense de l'examen d'aptitude professionnelle, a fortiori à la lumière de l'article 151, § 4, alinéa 2, de la Constitution."

La Cour n'a examiné que l'hypothèse dans laquelle la "troisième voie d'accès" ne serait ouverte qu'à des personnes ayant pratiqué le barreau. Sans doute faut-il considérer que, dans le contexte de l'affaire qui lui était soumise, la Cour a estimé que les dispositions attaquées devant elle ne conduiraient pas à une annulation plus large. Reste cependant incertaine la question de savoir si l'exclusion d'autres professions juridiques de la possibilité d'exercer certaines fonctions judiciaires ne s'exposerait pas au même grief d'inconstitutionnalité. Quoi qu'il en soit, il appartient au législateur d'exposer les motifs qui justifieraient la distinction entre les membres du barreau et ceux d'autres professions juridiques.

L'observation est également valable pour les articles 2 et 6 de l'avant-projet, lesquels ont pour objet d'étendre l'application des dispositions annulées par l'arrêt n° 14/2003 précité aux nominations visées aux articles 187 - juge de paix, juge au tribunal de police ou juge de complément - et 194 du Code judiciaire - substitut du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, substitut de complément.

3. Les articles 3, 5 et 7 de l'avant-projet comportent de nouvelles règles dont le but est de tenir compte des motifs de l'arrêt d'annulation, selon lequel "cette troisième voie d'accès ne peut être ouverte que dans une très faible proportion, et seulement aux conditions rappelées en B.16, sous peine de méconnaître les objectifs que le législateur s'est fixés et de tromper les attentes légitimes de ceux qui se soumettent aux épreuves du concours ou de l'examen".

En prévoyant une proportion maximale de douze pour cent du nombre total de magistrats visés à l'article 187, 190 ou 194, selon le cas, par ressort de cour d'appel ou de cour du travail, l'avant-projet ne paraît pas, a priori, méconnaître le sens que la Cour a entendu attacher aux termes "très faible proportion" ⁽²⁾.

⁽²⁾ Dans son avis, donné le 23 mars 2004 sur un "avant-projet de loi modifiant les articles 259*bis*-9 et 259*bis*-10 du Code judiciaire et insérant les articles 191*bis* et 191*ter* dans le Code judiciaire", l'inspecteur des finances observe notamment que "La Cour d'arbitrage précisait (considérant B.17) que «cette troisième voie d'accès ne peut être ouverte que dans une très faible proportion ...».

En réponse à cette position, le projet de loi présenté, qui reprend pour l'essentiel les dispositions annulées par l'arrêt précité, précise dans un nouvel article 191*ter* à insérer dans le Code judiciaire, qu'un maximum de 20 % du nombre total des places de magistrat du siège des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des tribunaux du travail situés dans le ressort de la Cour d'appel ou de la Cour du travail peut être occupé par des lauréats de la 3^{ème} voie.

La lecture de l'arrêt de la Cour d'arbitrage ne permet pas d'obtenir davantage de précision sur la notion «très faible proportion».

Je considère qu'une proportion de 10 % serait davantage appropriée et répondrait de manière plus adéquate à la qualification «très faible ». Ceci à titre tout à fait subjectif."

Lors de sa délibération du 30 mars 2004, le Conseil des ministres a décidé de remplacer le pourcentage de vingt pour cent par celui de douze pour cent.

Comme les articles 2, 3, 6 et 7 de l'avant-projet de loi ne figuraient pas dans celui sur lequel l'inspecteur des finances a donné son avis le 23 mars 2004, ces dispositions doivent encore lui être soumises, conformément à l'article 14, 1^o, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.947/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 8 april 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 259*bis*-9 en 259*bis*-10 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van de artikelen 187*bis*, 187*ter*, 191*bis*, 191*ter*, 194*bis* en 194*ter* in het Gerechtelijk Wetboek", heeft op 3 mei 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. De artikelen 4, 8 en 9 van het voorontwerp strekken ertoe de wetsbepalingen die vernietigd zijn bij het arrest van het Arbitragehof nr. 14/2003 van 28 januari 2003 ⁽¹⁾, te herstellen. De voornaamste overwegingen in dat arrest zijn de volgende :

"B.9. Het verschil in behandeling tussen, enerzijds, de van het examen inzake beroepsbekwaamheid vrijgestelde advocaten en, anderzijds, de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en de gerechtelijke stagiairs, berust op een objectief criterium, namelijk het aantal jaren waarin de betrokken advocaten ervaring hebben opgedaan aan de balie, al dan niet aangevuld met ervaring opgedaan in een functie die een gedegen kennis van het recht vereist.

B.10.1. De door de bestreden bepalingen beoogde categorie van de van het examen inzake beroepsbekwaamheid vrijgestelde personen mag uitsluitend kandideren voor het ambt van magistraat van de zetel. Luidens het bestreden artikel 191bis van het Gerechtelijk Wetboek kan de vrijstelling van het examen inzake beroepsbekwaamheid worden verkregen met het 18 oog op een benoeming als bedoeld in artikel 190, dat slechts betrekking heeft op een benoeming tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel of tot toegevoegd rechter.

⁽¹⁾ Er zijn evenwel twee wijzigingen in aangebracht. In de eerste plaats zou het vereiste dat de gegadigde gedurende twintig jaar als voornaamste beroepsactiviteit het beroep van advocaat moet hebben uitgeoefend, niet meer slaan op een ononderbroken periode, en hoeft die periode de benoeming niet meer onmiddellijk vooraf te gaan. Voorts wordt in het ontworpen 3° in artikel 9 verwezen naar "de machtiging bedoeld in [de] artikelen 187bis, 191bis en 194bis", terwijl het in artikel 2 ontworpen artikel 187bis en het in artikel 6 ontworpen artikel 194bis, geen melding maken van die machtiging, maar verwijzen naar de "in artikel 191bis, §§ 2 en 3 vermelde voorwaarden", zodat die machtiging eigenlijk genoemd wordt in het laatste lid van de tweede paragraaf van het in artikel 4 ontworpen artikel 191bis, zoals overigens in de vernietigde tekst stond.

B.10.2. Uit de parlementaire voorbereiding en de bespreking ter terechtzitting van het Hof van het jaarverslag 2001 van de Hoge Raad voor de Justitie blijkt dat er onder de leden van de magistratuur, de geslaagden voor het examen en de gerechtelijke stagiairs voldoende kandidaten voor de ambten van magistraat van de zetel zijn.

De aangevochten bepalingen kunnen dus niet worden verantwoord door de noodzaak te voorzien in de opvulling van ambten die anders vacant zouden dreigen te blijven.

B.10.3. De wetgever vermag evenwel te oordelen dat personen met een lange ervaring aan de balie moeten worden aangemoedigd om zich kandidaat te stellen voor een ambt in de magistratuur. Reeds bij de totstandkoming van de wet van 18 juli 1991, die de regels met betrekking tot de benoeming van magistraten heeft gewijzigd, blijkt dat de Regering toen reeds «er groot belang in [stelde] dat advocaten en andere juristen met een werkelijke beroepservaring toegang krijgen tot het ambt van magistraat» en dat zij zich had aangesloten bij de opvatting volgens welke een lange ervaring, onder meer bij de balie, kan «getuigen van een grote beroepsbekwaamheid, die bovendien nog eens wordt nagegaan aan de hand van een examen, terwijl de menselijke kwaliteiten van de kandidaat logischerwijze gekend zijn bij het comité dat ermee belast is vóór de benoeming bij de Minister advies uit te brengen» (Parl. St., Senaat, 1989-1990, nr. 974-1, p. 10). Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 18 juli 1991 werd daarnaast nog gepreciseerd dat de minister «liever had gehad vooraf een stage te vereisen aan de balie, waarna wordt deelgenomen aan het examen, gevolgd door de gerechtelijke stage» maar dat hij van die oplossing heeft afgezien omdat «daartegen [...] bezwaren van sociale aard [werden] ingeroepen» (Parl. St., Senaat, 1989-1990, nr. 974-2, p. 31).

B.10.4. De in de wet van 18 juli 1991 aangebrachte wijzigingen hebben niettemin tot gevolg gehad dat, sedert de wet van 22 december 1998, geen enkele praktijk aan de balie wordt geëist van de kandidaten bij het vergelijkend toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage, zodat talrijke stagiairs tot magistraat zullen kunnen worden benoemd na een stage te hebben volbracht in verscheidene openbare of private instellingen, maar zonder enige ervaring aan de balie te hebben.

B.11. De magistraten die in hun functie zijn benoemd na te zijn geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, zullen weliswaar een ervaring aan de balie hebben gehad. Uit de in B.6 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt evenwel dat de advocaten die minstens twintig jaar balie-ervaring hebben, zich niet graag aan een dergelijk examen onderwerpen en aldus afzien van toegang tot de magistratuur.

B.12. Door die categorie van personen vrij te stellen van het examen inzake beroepsbekwaamheid, is de wetgever trouw gebleven aan de steeds opnieuw bevestigde en door tal van Staten gedeelde opvatting volgens welke de praktijk aan de balie het mogelijk maakt de psychologische, menselijke en juridische kwaliteiten te verwerven die de rechters moeten bezitten.

B.13. Daaruit volgt dat de middelen niet gegrond zijn, in zoverre zij kritiek uiten op het beginsel van de derde toegangsweg tot de magistratuur, die door de aangevochten bepalingen wordt ingesteld.

.../...

B.14. Er moet evenwel nog worden onderzocht of de manier waarop die rekrutering wordt georganiseerd, geen discriminerende gevolgen kan hebben die door de verzoekende partijen worden aangeklaagd.

B.15. Door enkel een zekere anciënniteit in een beroepspraktijk te eisen en door niet vast te stellen in welke verhouding de nieuwe categorie van kandidaten tot de magistratuur kan toetreden, is de wetgever verder gegaan dan wat vereist is opdat ervaren advocaten tot de magistratuur kunnen toetreden.

B.16. Weliswaar wordt elke kandidatuur onderworpen aan de adviezen die zijn voorgeschreven bij artikel 259^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek en dient elke kandidaat zich vooraf te onderwerpen aan het mondelinge evaluatie-examen, op grond waarvan hij wordt gemachtigd om zich kandidaat te stellen, zoals bepaald in artikel 191^{bis} van het Gerechtelijk Wetboek. Weliswaar is ook de verenigde benoemings- en aanwijzingscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie belast met het opstellen van de programma's voor het mondelinge evaluatie-examen; haar opdracht op dat punt is identiek met de haar toegewezen opdracht om de programma's van het examen inzake beroepsbekwaamheid en het vergelijkend toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage op te stellen (artikel 259^{bis}-9, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

B.17. Sedert de wet van 18 juli 1991 heeft de wetgever evenwel gekozen voor een rekruteringswijze in de magistratuur die ervan uitgaat dat de kandidaten zich onderwerpen aan een vergelijkend examen of een examen op grond waarvan op een objectieve manier kan worden geoordeeld of zij de noodzakelijke maturiteit en bekwaamheid bezitten voor de uitoefening van het ambt van magistraat (artikel 259^{bis}-9, § 1, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek). De in B.10.3 vermelde motieven kunnen hem ertoe brengen van die vereisten af te wijken om het mogelijk te maken dat ervaren advocaten tot de magistratuur kunnen toetreden aangezien zij door hun lange beroepservaring kwaliteiten bezitten die het verantwoorden dat zij van het examen inzake beroepsbekwaamheid worden vrijgesteld. Maar die derde toegangsweg mag slechts in een zeer beperkte mate en onder de in B.16 in herinnering gebrachte voorwaarden worden opengesteld, om te vermijden dat de doelstellingen van de wetgever niet worden nagekomen en dat degenen die zich aan de proeven van het vergelijkend examen of het examen onderwerpen, in hun terechte verwachtingen worden teleurgesteld.

B.18. In die mate zijn het eerste en het tweede middel in de zaak nr. 2312 en het eerste middel in de zaak nr. 2325 gegrond.

B.19. Er is geen aanleiding om het derde middel in de zaak nr. 2312 te onderzoeken."

2. Dat derde middel was "afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, zowel op zichzelf genomen als in samenhang gelezen met artikel 151, § 4, van de Grondwet, doordat een verschil in behandeling in het leven wordt geroepen tussen advocaten en beoefenaars van andere juridische beroepen of functies, omdat die laatste functies, zowel binnen als buiten rechterlijke instanties in het algemeen en de rechterlijke macht in het bijzonder, die op andere plaatsen in het Gerechtelijk Wetboek worden opgesomd, voor de bekritiseerde regeling niet in aanmerking kunnen komen. Er kan niet worden ingezien waarom een gelijkwaardige ervaring van twintig jaar in die andere functies niet evenzeer aanleiding zou moeten of mogen geven tot vrijstelling van het examen inzake beroepsbekwaamheid, a fortiori in het licht van artikel 151, § 4, tweede lid, van de Grondwet."

Het Hof heeft alleen het geval onderzocht waarin de "derde toegangsweg" alleen open zou zijn voor personen die aan de balie hebben gewerkt. Wellicht dient ervan uitgegaan te worden dat het Hof, in de context van de zaak die hieraan was voorgelegd, geoordeeld heeft dat de bepalingen die vóór het Hof werden aangevochten, niet tot een ruimere nietigverklaring leidden. Blijft evenwel de vraag of hetzelfde grondwettigheidsbezwaar niet ook geldt voor het ontzeggen aan andere juridische beroepen van de mogelijkheid om bepaalde gerechtelijke functies uit te oefenen. Hoe dan ook, het staat aan de wetgever om aan te geven welke motieven het onderscheid tussen de leden van de balie en die van andere juridische beroepen wettigen.

Die opmerking geldt ook voor de artikelen 2 en 6 van het voorontwerp, die ertoe strekken de toepassing van de bepalingen die vernietigd zijn bij het genoemde arrest nr. 14/2003 uit te breiden tot de benoemingen bedoeld in de artikelen 187 - vrederechter, rechter in de politierechtbank of toegevoegd rechter - en 194 van het Gerechtelijk Wetboek - substituut-procureur des Konings, substituut-arbeidsauditeur, toegevoegd substituut.

3. De artikelen 3, 5 en 7 van het voorontwerp bevatten nieuwe regels waarmee de steller rekening wil houden met de motieven van het vernietigingsarrest, luidens hetwelk "die derde toegangsweg (...) slechts in een zeer beperkte mate en onder de in B.16 in herinnering gebrachte voorwaarden (mag) worden opengesteld, om te

.../...

vermijden dat de doelstellingen van de wetgever niet worden nagekomen en dat degenen die zich aan de proeven van het vergelijkend examen of het examen onderwerpen, in hun terechte verwachtingen worden teleurgesteld".

Door te voorzien in een maximumverhouding van twaalf percent van het totaal aantal magistraten bedoeld in artikel 187, 190 of 194, naargelang van het geval, per rechtsgebied van een hof van beroep of van een arbeidshof, lijkt het voorontwerp op het eerste gezicht geen afbreuk te doen aan de betekenis die het Hof aan de termen "zeer beperkte mate" heeft willen geven. ⁽²⁾

⁽²⁾ In zijn advies van 23 maart 2004 over een voorontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 259*bis*-9 en 259*bis*-10 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van de artikelen 191*bis* en 191*ter* in het Gerechtelijk Wetboek merkt de inspecteur van financiën onder meer het volgende op :
"La Cour d'arbitrage précisait (considérant B.17) que «cette troisième voie d'accès ne peut être ouverte que dans une très faible proportion . . .».
En réponse à cette position, le projet de loi présenté, qui reprend pour l'essentiel les dispositions annulées par l'arrêt précité, précise dans un nouvel article 191*ter* à insérer dans le Code judiciaire, qu'un maximum de 20 % du nombre total des places de magistrat du siège des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des tribunaux du travail situés dans le ressort de la Cour d'appel ou de la Cour du travail peut être occupé par des lauréats de la 3ème voie.
La lecture de l'arrêt de la Cour d'arbitrage ne permet pas d'obtenir davantage de précision sur la notion «très faible proportion».
Je considère qu'une proportion de 10 % serait davantage appropriée et répondrait de manière plus adéquate à la qualification «très faible». Ceci à titre tout à fait subjectif."
De Ministerraad heeft tijdens zijn beraadslaging van 30 maart 2004 beslist het percentage van twintig procent te vervangen door dat van twaalf procent.
Aangezien de artikelen 2, 3, 6 en 7 van het voorontwerp van wet niet voorkwamen in het voorontwerp waarover de inspecteur van financiën zijn advies op 23 maart 2004 heeft uitgebracht, moeten die bepalingen hem nog worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 14, 1°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS